

Assurance-chômage--Loi

croissance économique et en leur offrant de bons programmes de formation.

M. Rompkey: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le député. Il a dit des choses invraisemblables. J'ai remarqué qu'il parlait la tête penchée comme s'il répugnait à les dire.

Je ne sais pas s'il vient de la même région que moi. Il a déclaré que l'économie des provinces de l'Atlantique devenait moins tributaire des ressources naturelles. Il se passe ce qu'on appelle une crise dans l'industrie de la pêche. Je ne sais pas de quelle région il parle, mais dans ma région et dans la plupart des régions que les députés de l'opposition représentent, une crise secoue l'industrie à base de ressources qu'on appelle la pêche, industrie essentielle au Canada atlantique. Par son inaction, le gouvernement permet aux étrangers de piller les stocks de poisson, de piller la ressource même dont nous dépendons. S'il n'y a pas de poisson pour les pêcheurs et les conserveries, il ne sert à rien de parler d'assurance-chômage, de mise en valeur des ressources humaines ou de tout autre programme.

Le député a ensuite dit que ce ne devrait pas être les bureaucrates d'Ottawa qui déterminent les besoins du marché local. Le programme dont nous sommes saisis sort tout droit de l'esprit fertile de ces bureaucrates. Aurait-on l'intention de faire venir un pêcheur de 40 ans de Ros Blanche ou de Caitlin Cove à Ottawa pour en faire un technicien capable de travailler pour Mitel? Le député pourrait-il nous dire ce qu'on est censé faire de ceux qui n'ont pas les compétences pour travailler ailleurs que dans l'industrie de la pêche, qui ont entre 30 et 50 ans et qui sont sans travail par suite de l'inaction du gouvernement? Le gouvernement leur dit qu'il ne leur donnera pas de poisson. Il va leur donner une formation. Quelle sorte de formation? Je voudrais bien le savoir et eux aussi.

Le député affirme que les travailleurs autonomes ne seront pas touchés. Je viens de montrer que le gouvernement n'offre pas d'autre option aux pêcheurs autonomes et aux travailleurs des usines que la formation. Nous ne pouvons plus leur offrir d'emplois, même à temps partiel, ni aucun autre qui les maintiendrait à l'intérieur du système. Nous ne le pouvons plus. Nous commençons à recevoir des avis de refus de la CEIC. Ce n'est pas encore le véritable gâchis, mais nous n'en sommes pas loin. La CEIC commence à rejeter les demandes de personnes

qui n'ont rien d'autre que les programmes d'emploi dans leur localité. Quelqu'un a inventé de toutes pièces cette formation dont parle le gouvernement.

Le député parle de financement égal avec les provinces. C'est très bien, mais nous savons pour l'avoir expérimenté pendant des décennies qu'une province d'une région démunie ne peut égaler le financement. Ce genre de programme ne peut exister si la province n'a pas les ressources pour le financer à parts égales. Si le gouvernement veut faire quelque chose de créateur, pourquoi ne donne-t-il pas le grand coup et n'instaure-t-il pas le revenu annuel garanti? On peut voir l'imagination travailler un peu partout dans le pays, notamment dans les collectivités autochtones.

Prenez comme exemple l'accord de la baie James. L'une des questions fondamentales, au cours des négociations sur les revendications territoriales qui ont conduit à cet accord, a été un programme de soutien du revenu et un revenu annuel garanti pour les personnes concernées qui ne voulaient plus avoir à se battre pour vaincre le système. Le gouvernement vient d'ajouter une étape de plus à franchir. Nous nous défendons contre le système depuis des années. Au lieu de faire preuve d'imagination et de créativité et au lieu de donner suite à une bonne idée qu'on utilise dans de nombreuses régions rurales de notre pays, le gouvernement ajoute tout simplement une étape de plus que nous devons surmonter pour continuer à nous prévaloir du régime.

Je ne sais pas si le député veut prendre le temps de répondre à ces arguments, monsieur le Président, mais la question est très sérieuse à nos yeux. Les députés de la région de l'Atlantique, de quelque parti ou côté de la Chambre qu'ils soient, pour bien faire leur travail, doivent se prononcer et faire savoir au gouvernement que cette supercherie, cette comédie, est inacceptable. Agissons concrètement pour le bien des gens de l'Atlantique.

M. Bird: Monsieur le Président, tout d'abord, quand j'entends le député parler de revenu annuel garanti, il me semble qu'il devrait siéger bien à droite de ce côté-là. A mon avis, c'est une idée socialiste qui ne fait rien d'autre que perpétuer la mentalité d'assisté qui a cours depuis bien longtemps dans beaucoup de régions du pays. Je rejette avec force le principe qui consiste à garantir un revenu aux gens, qu'ils veuillent travailler ou non, et à leur enlever ainsi toute motivation. C'est une autre idée